

Le référentiel "Développement Durable"

L'outil de pilotage du Plan Vert pour les établissements d'enseignement supérieur

Le référentiel "Développement Durable" est un outil qui permet d'évaluer l'état d'avancement et la pertinence des actions menées en matière de Développement Durable dans l'établissement. Il constitue à la fois un guide d'autodiagnostic, un tableau de bord, un guide stratégique et une base pour la certification. Il peut être la première étape d'un processus de labellisation.

Un référentiel commun aux universités et grandes écoles

Rédigé conjointement au canevas "Plan vert", ce référentiel a été élaboré par le groupe Développement Durable de la Conférence des Grandes Ecoles, la Commission Développement Durable de la Conférence des Présidents d'Université, les associations étudiantes (REFEDD, SOLAR GENERATION), Fondaterra et Campus Responsables.

Le canevas de Plan Vert accompagne l'établissement dans la définition et la mise en œuvre de sa démarche de Développement Durable.

Le référentiel est un document de synthèse qui regroupe l'ensemble des données relatives à la mise en œuvre concrète du Plan Vert.

Dans un souci d'opérationnalité, ce référentiel commun aux universités et grandes écoles, prend en considération les composantes essentielles de leurs activités : 1) Stratégie et gouvernance, 2) Politique sociale et ancrage territorial, 3) Enseignement et formation, 4) Activités de recherche, 5) Gestion environnementale.

Ces 5 thématiques recouvrent l'intégralité des éléments qui composent les 9 défis du Plan Vert.

Le référentiel permet ainsi à chaque établissement de répondre de sa responsabilité sociale et sociétale et plus précisément de :

- Faire un état des lieux ;
- Analyser et diagnostiquer ses points forts et ses points faibles ;
- Définir sa stratégie de Développement Durable en cohérence avec sa politique générale ;
- Elaborer son plan d'actions ;
- Mettre en œuvre le plan d'actions définies ;
- Evaluer et développer un processus d'amélioration continu et de progrès.

Chaque établissement peut mesurer les résultats des actions entreprises, son niveau de performance et prendre les décisions nécessaires au regard de sa stratégie de Développement Durable.

Le référentiel "Développement Durable" est l'outil de pilotage du Plan Vert.

Chaque thématique du référentiel constitue un domaine d'actions.

Stratégie et gouvernance :

Engagement de la direction de l'établissement en matière de Développement Durable : Vision, enjeux et principaux défis à relever; définition de sa stratégie DD au regard de sa stratégie globale.

La gouvernance traduit l'implication des parties prenantes dans la définition de la stratégie de Développement Durable, et dans la prise de décision relative au management de l'établissement.

Politique sociale et ancrage territorial :

Ensemble des politiques sociales et humaines mises en place pour les personnels : emploi, relations au travail, santé et sécurité au travail, formation et éducation, diversité et égalité des chances, ainsi que pour les étudiants : +aide aux étudiants d'origine modeste, intégration des handicapés.

Cette rubrique concerne également le soutien aux associations et projets d'étudiants, ainsi que la participation de l'établissement à des projets de solidarité, locaux et ou internationaux.



Enseignement et formation

Intégration des enjeux du Développement Durable dans la formation initiale et continue : socle commun de connaissances, cours spécifiques dans les diverses disciplines, enseignements de spécialisation, transversalité des enseignements, méthodes et outils pédagogiques, accompagnements sur les projets et stages.

Education et développement de pratiques et de comportements responsables : cours d'éthique, responsabilité sociale des cadres, signature de chartes,

Activités de recherche

Développement de projets de recherche dans les domaines du Développement Durable, de la transversalité des projets, de la transdisciplinarité des équipes, des réseaux et des partenariats ; création d'un centre de ressources et de valorisation des recherches et des équipes.

Gestion environnementale

Prise en compte des impacts environnementaux directs de l'établissement au travers de ses politiques d'achats de matières ou de transports : énergie, eau, air; des déchets et de la biodiversité.

Pour chacun de ces domaines spécifiés sont regroupés les enjeux sur lesquels l'établissement doit agir. Une correspondance est ainsi établie entre ces critères (enjeux) et les 9 défis du Plan vert.

Quatre niveaux d'application sont proposés afin que tout établissement, au regard de son avancement dans la démarche, puisse se positionner sur chacun de ces enjeux.

Les réponses apportées doivent nécessairement s'appuyer sur les éléments d'information requis : indicateurs de performance (qualitatifs ou quantitatifs) et de documents concrets, significatifs des actions menées et de leur réalisation : chartes, procédures, outils de mesure, budgets, comptes rendus, listings divers...

Document de synthèse, le référentiel reprend les actions menées et les résultats atteints sur une période de temps définie, dans un contexte d'engagements, dans le cadre d'une stratégie et dans l'approche managériale de l'établissement.

En ce sens, il permet :

- de mesurer et d'évaluer la performance de l'établissement au regard des lois, règles, normes, initiatives volontaires ...
- de comparer dans le temps la performance de l'établissement (d'une période à une autre) ;
- de comparer plusieurs établissements entre eux.

Il permet une évaluation solide de la performance de l'établissement et une amélioration continue de sa performance sur la durée.

Le référentiel "Développement Durable" est un outil de communication et de partage de bonnes pratiques

Le référentiel constitue également un instrument de dialogue avec les parties prenantes et contribue à l'amélioration des processus au sein de l'établissement.

Cadre commun à tous les établissements d'enseignement supérieur, ce référentiel démontre les actions menées, les initiatives développées et souligne les pratiques performantes. Le recensement et la diffusion de ces bonnes pratiques favorisera un rapide et large déploiement des Plans Verts dans l'enseignement supérieur

Le référentiel "Développement Durable" est la première étape d'une démarche de labellisation

Après la mise en œuvre de son Plan Vert, l'établissement qui souhaite assurer plus largement la notoriété et la reconnaissance de ses actions, peut entreprendre une démarche de labellisation selon un référentiel adapté à ses activités et reconnu par ses pairs.

Le référentiel ci après peut être la première étape de cette démarche. Un travail de réflexion sur la démarche de labellisation viendra compléter et approfondir le Plan Vert.



Stratégie et gouvernance							Défi(s) plan vert
Désignation	niveau de réponse				Indicateurs / Arguments Pièces à rassembler		
	Niv 1	Niv 2	Niv 3	Niv 4			
1.1	Engagement de la présidence						
1.1.1	Date d'engagement formel	Pas encore	juillet 2007	octobre 2006	Avant	Date exacte Documents de référence	9
1.1.2	Formalisation de l'engagement global de l'établissement (ex : contrat quadriennal, schéma directeur, charte, ...)	Aucune politique ni stratégie n'existe en matière de DD-RSE	Une volonté globale existe mais elle ne donne pas lieu à un document précis et formalisé	Une politique est formalisée.	Une politique est formalisée et une stratégie a été définie par la direction.	Chartes ou documents de référence (ex: contrat quadriennal, schéma directeur, plaquettes institutionnelles). Descriptif de la stratégie.	9
1.1.3	Adhésion à des instances DD-RSE et/ou signataire d'initiatives nationales et/ou internationales (Charte "Alliance pour une ...", Global compact, Comité 21, ...)	L'établissement ne s'est engagé dans aucune organisation liée à la DD-RSE	Indirectement car l'établissement est membre d'organisations engagées dans ces initiatives	Quelques grandes chartes ont été signées (ex. Pacte Mondial) mais ces engagements ne font pas l'objet d'un suivi précis	L'établissement est signataire de plusieurs chartes dont le déploiement est suivi très précisément (indicateurs, audits, etc.)	Liste des instances, des organisations concernées et des engagements signés (ex. Pacte Mondial / Global Compact, Comité 21, Campus responsables, Charte de la diversité, etc...)	9
1.2	Prospectives, planification et réalisation						
1.2.1	Institution d'un référentiel et/ou élaboration d'un plan d'action (mise en place d'un agenda 21, d'un plan climat,...)	Aucune action n'a été entreprise dans ce but	Quelques objectifs ont été fixés par certains responsables ou la présidence	Une grille d'indicateurs et un plan d'action sont en cours de définition	L'établissement a mis en place un agenda 21, un Plan Climat, un système de SME ou tout autre outil de stratégie environnementale et sociale	plan d'action/programme	9
1.2.2	Identification et prise en compte des attentes des partenaires socio-économiques	Aucune consultation menée à ce jour	Quelques consultations sont menées mais ne visent que certains acteurs ou certains sujets	Les parties prenantes ont été repérées; les plus notables sont consultées dans l'année, de manière spécifique	Les principales parties prenantes sont consultées formellement et leurs attentes sont prises en compte dans l'élaboration de la politique; certaines sont associées en toute indépendance	Fréquence et mode de consultation des différentes parties prenantes ; exemples concrets, résultats de ces opérations et prise en compte	9
1.2.3	Moyens et modalités d'évaluation mis en place	Des indicateurs existent	Un tableau de bord existe	Evaluation en cours par des chargés de mission	L'évaluation repose en partie sur un processus participatif et des actions correctives sont engagées	bilan périodique	9
1.2.4	Mise en place d'un outil d'évaluation, élaboration d'un rapport annuel sur le suivi des actions en faveur de l'environnement, de l'éthique et/ou de la responsabilité sociale	Aucun suivi n'est en place	Intégré à la démarche qualité de l'établissement, une ou plusieurs pages du rapport d'activités traitent spécifiquement de l'engagement pour la DD-RSE	Un rapport de DD-RSE spécifique est publié	Le rapport d'activité intègre la DD-RSE dans toutes ses dimensions	Taux de réussite annuel de la démarche (nombre d'objectifs atteints dans les délais/nombre d'objectifs total) Fournir le référentiel, les indicateurs, les éléments de reporting. Critères de qualité: pertinence, précision, vision dynamique, objectivité (points positifs et à améliorer) et transparence (accès et vérifications des informations par les parties prenantes)	9
1.2.5	Date de la mise en œuvre effective d'actions concrètes résultant de la démarche	Pas encore	12-18 mois	6-12 mois	<6 mois	Nombre de mois depuis la date d'engagement formel de la direction	9
1.2.6	Développement d'une politique de communication spécifique sur le développement durable	Aucune communication spécifique n'existe	Développement d'une communication interne ou externe sur le sujet	Mise en place d'une communication interne et externe sur le sujet	Mise en place de nouveaux médias spécialisés pour une communication intégrative et participative interne et externe	plan de communication, revue de presse, forum..	9
1.2.7	Sensibilisation des parties prenantes de l'établissement (personnels et étudiants) à la démarche entreprise (porteur et régularité des actions) (cf annexe A)	Aucune manifestation de ce type n'a été organisée	Quelques initiatives ont été organisées, à l'initiative de quelques acteurs isolés	De nombreuses initiatives se sont tenues mais n'ont pas été organisées spécifiquement par l'école (associations étudiantes, etc.)	L'école organise régulièrement des manifestations sur les divers sujets DD-RSE à destination des différents publics et la direction s'implique	Manifestations organisées (type, cibles, nombre); périodicité, présence ou non de la direction Résultat d'enquêtes menées auprès des parties prenantes	9
1.3	Gouvernance participative						
1.3.1	Institution d'une structure dédiée DD-RSE (nomination de chargés de mission, d'un responsable, d'un vice-président, création d'un comité, rattachement d'un conseiller HSE au président,...).	Aucune responsabilité n'est clairement attribuée	Quelques personnes ont pris le sujet en charge, plus par engagement personnel que par attribution de fonctions, pas d'action coordonnée	Un responsable existe mais leurs actions ne sont pas directement rattachées à la Direction	Un comité organisé existe et s'attache au déploiement et au suivi de la stratégie DD-RSE : il rapporte à la Direction générale et transmet à un réseau d'amateurs. Un membre de la direction est en charge du développement durable.	Système de management de la DD-RSE mis en place et ses liens avec la hiérarchie (par exemple en annexant un organigramme). Description de l'organisation, des structures dédiées et des procédures.	9
1.3.2	Participation des acteurs du campus (étudiants, personnels, laboratoires et formations spécialisées) (cf annexe B)	Pas d'implication des parties prenantes ou actions ponctuelles de certaines personnes ou groupe de personnes	Prise de décision par un responsable ou un organe en charge de la mission, les usagers sont tenus informés . Passage à l'action volontaire de certains acteurs à travers les associations, formations ou laboratoires spécialisés	Les acteurs de l'établissement s'impliquent en répondant aux consultations et enquêtes et en respectant les consignes données par la direction	Les acteurs participent activement à la politique de l'établissement (concertation voir co-construction) et à sa mise en oeuvre par la constitution de groupes de travail, par délégation de responsabilité de l'établissement aux étudiants, au personnel, aux formations et/ou laboratoires spécialisés ou par l'organisation d'un réseau de correspondants pour l'animation de la démarche.	Nombre de téléchargement des documents de référence ou de travail sur ces questions niveau de participation aux consultations Nombre de contributions reçues	9
1.4	Efficacité budgétaire						
1.4.1	Prise en compte du développement durable dans la politique d'investissement et de fonctionnement (cf annexe C)	Aucun	Des consignes sont données mais sans qu'aucun objectif ne soit formalisé	Identification de critères en faveur du développement durable inscrits dans le cahier des charges des marchés	Intégration de la notion de coût global		9
1.4.2	Développement de chaires et de fondations	Non	L'établissement possède des partenaires socio-économiques sur certains projets de recherche	L'établissement a également développé certaines formations avec ces partenaires privilégiés	Création d'une ou plusieurs chaire(s) et/ou fondation(s) formalisant des partenariats de l'établissement avec des acteurs socio-économiques	Documents de référence	8

Politique sociale et ancrage territorial							
Désignation	niveau de réponse				Indicateurs / Arguments Pièces à rassembler		
	Niv 1	Niv 2	Niv 3	Niv 4			
2.1	Equité sociale						
2.1.1	Solidarité/responsabilité						
2.1.1.1	Mise en place d'une politique d'égalité des chances pour les étudiants dans l'établissement à leur admission, pendant leur cursus et lors de leur insertion professionnelle avec notamment des actions pour l'autonomie des étudiants à besoins spécifiques et pour l'accueil des étudiants étrangers	Aucune politique n'est menée à ce sujet	Quelques initiatives isolées mais non inscrites dans la politique	Une politique est exprimée, mais son déploiement n'est pas suivi	La politique existe et sa mise en œuvre fait l'objet d'un suivi précis : tous les étudiants en difficultés sont pris en charge et suivis.	Type de politique mise en place et résultats. Fonds de solidarité, assistance sociale, logement Taux d'insertion des étudiants après 6 mois.	6
2.1.1.2	Mise en place d'actions de solidarité en faveur des étudiants et du personnel (fonds de solidarité, assistance sociale, logement, ...)	Aucune politique n'est menée à ce sujet en dehors des dispositions légales minimales.	Quelques initiatives isolées mais non inscrites dans la politique	Une politique est exprimée, mais son déploiement n'est pas suivi	La politique existe et sa mise en œuvre fait l'objet d'un suivi précis : tous les étudiants en difficultés sont pris en charge et suivis.	Type de politique mise en place et résultats. Fonds de solidarité, assistance sociale, logement. Documents de référence. Budgets dédiés Dépenses et subventions accordées à l'aide sociale.	6
2.1.1.3	Participation avec des acteurs locaux à des projets de solidarité, de lutte contre l'exclusion...	Aucun programme local de coopération ou de solidarité n'existe	Certains programmes existent mais ce sont des actions émanant d'acteurs isolés et d'initiatives étudiantes	De nombreux programmes existent mais leur suivi n'est pas défini	Chaque année, des programmes de solidarité se développent avec un suivi précis et régulier	Politique ou autres éléments éventuellement formalisés; type de programmes (date et conditions de création, moyens consacrés, résultats...); identités des acteurs (entreprises, collectivités territoriales, mairies,...). Soutien aux associations étudiantes de l'établissement engagées dans ces projets.	6
2.1.1.4	Investissement dans des projets de solidarité internationale	Aucun programme de coopération ou de solidarité internationale n'existe	Certains programmes existent mais ce sont des actions émanant d'acteurs isolés et d'initiatives étudiantes	De nombreux programmes existent mais leur suivi n'est pas défini	Chaque année, des programmes de solidarité et de coopération internationale se développent avec un suivi précis et régulier	Politique ou autres éléments éventuellement formalisés; type de programmes (date et conditions de création, moyens consacrés, résultats...); identités des acteurs (établissements scolaires, entreprises, associations étudiantes,...). Soutien des associations étudiantes de l'établissement engagées dans ces projets.	6
2.1.2	Diversité et parité						
2.1.2.1	Mise en place d'action(s) en faveur de l'insertion des personnes en situation de handicap (conformité aux réglementations, actions supplémentaires pour accessibilité, cours à distance, services spécifiques, signature charte université handicap, ...)	L'établissement est en cours de mise en conformité avec la réglementation	L'établissement est en stricte conformité avec la réglementation	L'établissement a développé des services spécifiques et mis en œuvre des actions supplémentaires pour faciliter l'insertion aux personnes en situation de handicap	L'établissement est innovant en la matière et a signé la charte université handicap	Documents de référence % de personnes handicapées au sein du personnel et au sein de la population étudiante Part du patrimoine accessible aux personnes en situation de handicap	6
2.1.2.2	Mise en place d'action(s) en faveur de l'accueil et l'intégration des étudiants étrangers (soutien lors de l'admission, services dédiés pour faciliter l'intégration/ l'installation des étudiants, jumelage avec établissements privilégiés, ...)	Aucune stratégie particulière n'existe à ce sujet	L'établissement reçoit de nombreux étrangers et met à leur disposition des services relatifs au logement et d'appui aux procédures administratives	L'établissement a développé des services spécifiques dédiés à l'accueil des étudiants étrangers dans le cadre des programmes	Il s'agit d'une des préoccupations majeures de l'établissement et une politique globale d'intégration des étudiants étrangers a été développée (dans le cadre de programmes ou non)	Documents de référence % d'étudiants étrangers % de réussite des étudiants étrangers %age de personnel consacré aux étudiants étrangers, bourses, FLE	6 et 7
2.1.2.3	Existence d'une politique de diversité dans le recrutement et de parité dans la promotion du personnel à tous niveaux. Notamment, prise en compte de nombreux indicateurs tels que taux de féminisation des personnels, sénior, % de personnes en situation de handicap, diversité des origines sociales, salaires hommes / femmes, représentativité aux postes de direction... (cf. annexe D)	Les dispositions légales minimales sont appliquées strictement et sans plus; ou elles sont difficilement applicables et l'établissement s'efforce de les mettre en œuvre	Les dispositions légales minimales sont appliquées et des actions ponctuelles de diversité sont mises en œuvre	La diversité et la parité dans le recrutement et la promotion font l'objet d'une politique formalisée pour le personnel (signature de la Charte de la Diversité, politique maison...)	Une politique est formalisée et son déploiement est suivi (indicateurs, mesures, etc.)	Documents de référence %homme/femme, % handicapés, diversité des origines sociales salaires homme/femme, taux de féminisation aux postes de direction	6

2.2	Développement individuel						
2.2.1	Santé et sécurité des personnes						
2.2.1.1	Réalisation d'un diagnostic technique et sanitaire de vos bâtiments et installations	Non, aucun diagnostic ni aucune autre étude de ce type n'a été réalisée	Oui, un diagnostic a été réalisé mais il n'est pas suivi ou ne concerne pas le périmètre total du campus	Oui, des professionnels ont établi le diagnostic de l'établissement	Oui et des objectifs d'amélioration ainsi que des budgets ont été débloqués suite à cette étude. Des campagnes de mesures indépendantes (Champs électromagnétiques et qualité de l'air) sont réalisées et les résultats sont intégrés dans la politique de l'établissement.	Date de réalisation Part modale des déplacements Suites données Plan d'action défini Budget consacré	5
2.2.1.2	Mise en place et formation des agents de maintenance (ACMO) et correspondants hygiène et sécurité	L'établissement n'a pas encore nommé de responsable hygiène et sécurité et d'agents de maintenance	L'établissement est en cours de mise en place de son service hygiène et sécurité, le responsable de la mission est nommé mais pas encore les agents de maintenance	Le service hygiène et sécurité est en place et les agents de maintenance sont en cours de formation	Le service est en place et les agents sont formés	Date de recrutement Ordre de mission du responsable et fiche de poste des Agents de maintenance Date des formations suivies	5
2.2.1.3	Conformité des installations assurant la sécurité des personnes	L'établissement est en cours de mise en conformité avec la réglementation (< 50% des installations en conformité)	L'établissement est en cours de mise en conformité avec la réglementation (> 50% des installations en conformité)	L'établissement est en stricte conformité avec la réglementation	L'établissement est innovant en la matière et a mis en place des actions supplémentaires	Documents de référence Date de mise en conformité Part des installations en conformité avec la réglementation Nature des actions mises en place Budget dédié	5
2.2.1.4	Mise en place d'une politique de prévention et de suivi médical ainsi que d'information sur les risques sanitaires auprès du personnel et des étudiants	Les dispositions légales minimales sont appliquées strictement et sans plus;	La médecine préventive et le suivi médical des personnes à risque ou fragiles font l'objet d'une politique formalisée pour le personnel	La politique à ce sujet est formalisée et son déploiement est suivi (indicateurs, mesures, etc.)	Cette politique est renforcée par une offre de formation large et évolutive	Nombre de visites à la médecine préventive Taux de couverture du personnel Nombre d'examen médicaux complémentaires réalisés Nombre d'arrêts maladie/pers.an Nombre d'accidents du travail/pers.an Nombre de stages de secourisme suivis Budget consacré	5
2.2.1.5	Existence d'une politique de prise en charge des risques sanitaires et des addictions (alcool, tabac, drogue, dopage...) en direction des étudiants et des personnels	Aucune politique n'est menée à ce sujet	De la documentation est mise à disposition lors des visites médicales et quelques initiatives spécifiques sont prises mais ne s'inscrivent pas dans une politique	Une politique est exprimée, mais son déploiement n'est pas encore suivi d'effets significatifs	La politique existe et sa mise en œuvre fait l'objet d'un suivi précis : les personnes en difficultés sont prises en charge et suivies.	Documents de référence Nombre de personnes suivies	5
2.2.1.6	Actions en faveur d'une alimentation saine et équilibrée (distributeurs de boissons et de nourriture, sensibilisation, en partenariat avec les services du CROUS, ...)	Aucune politique n'est menée à ce sujet	De la documentation est mise à disposition lors des visites médicales mais aucune action s'inscrivant dans une véritable politique n'est réalisée	Une politique est exprimée, mais son déploiement n'est pas encore suivi d'effets significatifs	La politique existe et sa mise en œuvre fait l'objet d'un suivi précis : les personnes en difficulté (obésité, diabète,...) sont prises en charge et suivies.	liste des actions menées	5
2.2.1.7	Réalisation d'actions d'information et de prévention auprès des personnels et étudiants sur d'autres sujets tels que le harcèlement	Aucune politique n'est menée à ce sujet	De la documentation est mise à disposition sur différents sujets lors des visites médicales ou auprès du service social ou des ressources humaines mais aucune action s'inscrivant dans une véritable politique n'est réalisée	Une politique est exprimée, mais son déploiement n'est pas encore suivi d'effets significatifs	La politique existe et sa mise en œuvre fait l'objet d'un suivi précis quand cela est possible, une offre de formation accompagne ces actions	liste des actions menées	5
2.2.2	Valorisation des compétences et des personnes						
2.2.2.1	Valorisation des compétences et formation professionnelle du personnel (cf.annexe E)	Les dispositions légales minimales sont difficilement applicables, mais l'établissement s'efforce de les mettre en œuvre	Les dispositions légales minimales sont appliquées strictement et sans plus	L'établissement propose au personnel une offre de formations large et évolutive et un soutien pour la VAE	La politique à ce sujet est formalisée et son déploiement est suivi (indicateurs, mesures, etc.)	Jours de formation/pers.an audit social	6
2.2.2.2	Implication des parties prenantes dans des missions d'intérêt général pour l'établissement et valorisation des actions de chacun	L'établissement ne souhaite pas que le personnel prenne des initiatives et se détache de leur fiche de poste	L'établissement fixe des orientations et désigne les porteurs de projet, peu d'initiatives sont prises et les actions ne sont pas coordonnées	L'établissement fixe des orientations et, sur la base du volontariat, le personnel et les étudiants peuvent se voir déléguer des missions	La politique de l'établissement est de faciliter, soutenir financièrement et/ou d'un point de vue logistique et, enfin, de valoriser les initiatives prises par le personnel et les étudiants par une communication spécifique	nombre d'action menées, nombre de personnes impliquées, budget	6 et 9

2.2.3	Bien être des personnes						
2.2.3.1	Mise en place d'actions socio-culturelles et sportives à destination du personnel	Les dispositions légales minimales sont difficilement applicables, mais l'établissement s'efforce de les mettre en oeuvre	Les dispositions légales minimales sont appliquées strictement et sans plus	L'épanouissement personnel des individus fait l'objet d'une politique formalisée, de nombreuses actions sont mises en place	La politique à ce sujet est formalisée et son déploiement est suivi (indicateurs, mesures, etc.)	Dépenses d'aide sociale et de restauration Dépenses du service culturel Subventions accordées à l'action sociale et culturelle	6 et 8.1
2.2.3.2	Mise en place d'actions socio-culturelles et sportives à destination des étudiants	Sur ces questions l'établissement s'appuie sur son offre de formations et sur les modules proposés dans ce cadre en la matière	L'établissement propose de nombreux événements aux étudiants et soutient les initiatives étudiantes sur ces questions	L'établissement a formalisé des partenariats avec des structures locales pour élargir le périmètre de ses actions	La vie de campus fait l'objet d'une véritable politique et d'un plan d'action ambitieux suivi (objectifs et indicateurs définis) faisant suite à des consultations et évaluations de l'offre régulières	Dépenses du service culturel Subventions accordées à l'action sociale et culturelle	6 et 8.1
2.2.3.3	Mise en place de services d'aide à la personne à destination du personnel (crèche, mobilité, ...)	Les dispositions légales minimales sont difficilement applicables, mais l'établissement s'efforce de les mettre en oeuvre	Les dispositions légales minimales sont appliquées strictement et sans plus	Pour faciliter et améliorer la qualité de vie de son personnel, l'établissement développe une offre de services et d'aides aux personnes	La politique à ce sujet est formalisée et son déploiement est suivi et évalué régulièrement (indicateurs, mesures, consultations etc.)	Dépenses d'aide sociale et de restauration Budget et subventions consacrés	6
2.2.3.4	Action(s) en faveur de l'offre de logements pour les étudiants	Aucune action n'est menée	L'établissement propose une capitalisation des offres de logements locales	L'établissement propose des aides financières et techniques pour la location des logements étudiants	Le campus possède une véritable politique du logement en partenariat avec CROUS et collectivités locales pour les étudiants avec des objectifs et des indicateurs de suivi	Indicateurs de suivi Capacité d'accueil au niveau local	6
2.2.3.5	Mise en place de services d'aide aux étudiants (offres d'emploi, bourses, fonds de solidarité ...)	Aucune action n'est menée	L'établissement met en place une cellule de veille et soutien vis-à-vis des logements, emplois étudiants et procédures administratives	L'établissement souhaiterait offrir une offre de services spécifiques aux étudiants, une concertation est en cours	La politique à ce sujet est formalisée et son déploiement est suivi et évalué régulièrement (indicateurs, mesures, consultations etc.)	liste des actions menées	6
2.2.3.6	Existence de dispositifs permettant de suivre l'appréciation par les usagers de leur qualité de vie au sein du campus	Il n'existe pas de dispositif de ce type au sein de l'établissement	L'évaluation de ce paramètre repose sur des enquêtes de confort/satisfaction qui ne sont pas automatisées à ce jour	L'évaluation de ce paramètre repose sur des enquêtes de confort/satisfaction réalisées périodiquement	L'appréciation des usagers quant à leur qualité de vie est évaluée à partir d'enquêtes réalisées régulièrement et d'indicateurs tels que le taux d'absentéisme, le nombre d'arrêts maladie,...	Publication éventuelle Liste des indicateurs utilisés Evolution de ce résultat au cours des 3 dernières années Nombre de jours d'absence/pers.an Nombre d'arrêts maladie/pers.an Nombre d'accidents du travail/pers.an turn over	5 et 6
2.2.3.7	Formation du personnel au développement durable	Aucune action n'est réalisée dans ce but	La sensibilisation se fait par des initiatives ponctuelles étudiantes.	L'établissement apporte un soutien aux étudiants et au personnel (via le centre socio-culturel) pour l'organisation régulière de manifestations	L'établissement organise des événements, des manifestations ou communique sur ce sujet dans ses médias et soutient les initiatives des étudiants et du personnel.	Moyens humains et logistiques mobilisés (en €)	8.1
2.2.3.8	Accompagnement des initiatives du personnel (en et hors formation) dans la réalisation de projets DD-RSE	Aucun accompagnant spécifique à la DD-RSE n'est proposé	Certains acteurs isolés et non répertoriés (enseignants...) accompagnent volontairement la réalisation des initiatives	La Direction supporte directement (moyens financiers, logistiques, temporels et mise à disposition d'outils) les porteurs de projet.	En plus d'un soutien de la Direction, un personnel qualifié oriente et accompagne les initiatives.	Moyens humains et logistiques mobilisés (en €)	8.1
2.3	Ancrage territorial						
2.3.1	Engagement de l'établissement vis-à-vis du développement économique de son territoire (développement de l'offre de formation au regard des besoins présents et futurs du territoire, partenariat de recherche avec acteurs locaux, partage des infrastructures technologiques et de recherche, appartenance à un PRES, ...)	L'établissement ne s'est pas engagé sur cette voie à ce jour	Une veille quant aux besoins du territoire est en cours de mise en place pour entreprendre un partenariat étroit avec le territoire	Des partenariats avec les acteurs économiques locaux sont établis, mais ils ne sont pas impliqués dans la rédaction des axes stratégiques de développement de l'établissement.	Des représentants de la direction du développement économique du territoire sont impliqués dans le processus de développement stratégique de l'établissement	Documents de référence Part des projets de recherche conduits avec acteurs locaux Part des formations soutenues par le territoire part des infrastructures technologiques mutualisées avec des acteurs économiques du territoire	9
2.3.2	Ouverture socio-culturelle de l'établissement à destination de la population locale (mutualisation des services, proposition de formations à destination de la population locale en soirée et week end, réalisation d'actions citoyennes sur le territoire, partenariat avec écoles du territoire, organisation d'événements ouverts au public, ...)	Cet axe ne constitue pas une priorité pour l'établissement, mais quelques actions ponctuelles tournées vers le public sont menées	Les événements socio-culturels organisés par le campus sont systématiquement ouverts au public	L'établissement a développé des partenariats avec les infrastructures locales socio-culturelles et avec les écoles du territoire	L'établissement est ancré profondément dans la vie socio-culturelle du territoire	Documents de référence Nombre d'événements ouverts au public Nombre d'heures d'enseignement dédiées à la formation de la population locale Nombre d'abonnés dans la population locale à la bibliothèque de l'université et/ou "au cours du soir"	9
2.3.3	Intégration urbaine de l'établissement sur le territoire (prise en compte des infrastructures du territoire lors de la conception des projets d'aménagements, mutualisation des infrastructures sportives et socio-culturelles campus/territoire, mutualisation des parkings voir du parc de véhicules avec collectivité locale,	L'établissement constitue une entité indépendante sur son territoire	L'établissement intègre à sa réflexion l'existant sur le territoire	L'établissement veille à s'inscrire dans le schéma d'aménagement local	L'établissement se positionne comme un élément constitutif du territoire et favorise la mutualisation des aménagements et infrastructures avec le territoire	Part des infrastructures mutualisées avec le territoire	9
2.3.4	Implication de l'établissement dans la politique de développement durable du territoire (soutien à la mise en œuvre de la politique sociale et environnementale via les projets étudiants ou la mise à disposition d'experts, inscription d'objectifs de développement durable dans le CPER, intégration des objectifs stratégiques territoriaux pour une adéquation des programmes campus et territoire, mise en place de comités d'orientation avec les collectivités locales, mise à disposition des indicateurs clés nécessaire pour le suivi de la politique DD territoriale par le campus, ...)	L'établissement ne s'est engagé dans aucune action en faveur du développement durable	L'établissement participe ponctuellement dans la politique de développement durable du territoire de part la maîtrise de son impact environnemental et social	L'établissement veille à s'inscrire dans l'ensemble des objectifs du territoire	L'établissement est impliqué activement dans l'élaboration et la mise en œuvre du programme du territoire en faveur du développement durable	Part que représente l'impact de l'établissement pour le territoire Taux d'adéquation entre les objectifs du territoire et les objectifs du campus	9

Gestion environnementale					
Désignation	niveau de réponse				Indicateurs / Arguments Pièces à rassembler
	Niv 1	Niv 2	Niv 3	Niv 4	
Stratégie de l'établissement					
3.1.1 Mise en place d'une politique de gestion globale (intégrant l'ensemble des problématiques environnementales: énergie, eau, achats, déchets, mobilité, biodiversité...)	Aucune action n'a été conduite, des diagnostics sont ou seront réalisés	A la suite des diagnostics, un plan d'action à été défini	La mise en œuvre du plan d'action est effective	En plus des actions réalisées, les résultats sont publiés (indicateurs de performance)	liste des actions, diagnostics, plan d'action...
3.1.2 Réalisation d'un bilan carbone et mise en place d'action(s) de lutte contre le changement climatique	Aucun Bilan Carbone n'a été fait, ni aucune autre mesure	Un Bilan Carbone a été réalisé par des étudiants mais il n'est pas suivi	Un Bilan Carbone est effectué régulièrement par des étudiants encadrés ou par des professionnels	Des professionnels établissent le Bilan Carbone chaque année et un plan d'action est engagé	Date de réalisation du premier bilan carbone Estimation de l'indicateur: kg CO2/m2 SHON.an Estimation de l'indicateur: kg CO2/pers.an
3.1.3 Prise en compte de la maîtrise des flux (matière, énergie, eau, transport,...) dans le schéma directeur immobilier (nouvelles constructions, affectation des locaux, changement d'usages, ...)	La stratégie immobilière n'intègre pas ces critères	L'affectation des locaux entre recherche et enseignement intègre les questions d'accessibilité.	Les locaux sont affectés selon leur adéquation aux usages (prise en compte des dimensions mobilité, énergie, matière/ livraison/ traitement des déchets)	Une réelle prise en compte des flux est intégrée à la stratégie immobilière et les locaux sont autant que possible organisés entre eux pour optimiser la gestion des flux	Schéma directeur couplé à un schéma réseau (fluide)
3.1.4 Action(s) en faveur de l'efficacité énergétique	Aucune action n'a été conduite, des diagnostics sont ou seront réalisés	A la suite des diagnostics, un plan d'action à été défini	La mise en œuvre du plan d'action est effective	En plus des actions réalisées, les résultats sont publiés (indicateurs de performance)	Plan d'action, indicateur de performance
3.1.5 Action(s) pour la préservation des ressources en eau	Aucune action n'a été conduite, des diagnostics sont ou seront réalisés	A la suite des diagnostics, un plan d'action à été défini	La mise en œuvre du plan d'action est effective	En plus des actions réalisées, les résultats sont publiés (indicateurs de performance)	Plan d'action, indicateur des flux
3.1.6 Action(s) pour la qualité du milieu intérieur	Aucune action n'a été conduite, des diagnostics sont ou seront réalisés	A la suite des diagnostics, un plan d'action à été défini	La mise en œuvre du plan d'action est effective	En plus des actions réalisées, les résultats sont publiés (indicateurs de performance)	Plan d'action
3.1.7 Mise en place d'une politique d'achats éthiques et écologiques	Aucune action n'a été conduite, des diagnostics sont ou seront réalisés	A la suite des diagnostics, un plan d'action à été défini	La mise en œuvre du plan d'action est effective	En plus des actions réalisées, les résultats sont publiés (indicateurs de performance)	Plan d'action
3.1.8 Action(s) pour une gestion durable des déchets	Aucune action n'a été conduite, des diagnostics sont ou seront réalisés	A la suite des diagnostics, un plan d'action à été défini	La mise en œuvre du plan d'action est effective	En plus des actions réalisées, les résultats sont publiés (indicateurs de performance)	Plan d'action
3.1.9 Action(s) en faveur d'une mobilité durable	Aucune action n'a été conduite, des diagnostics sont ou seront réalisés	A la suite des diagnostics, un plan d'action à été défini	La mise en œuvre du plan d'action est effective	En plus des actions réalisées, les résultats sont publiés (indicateurs de performance)	Plan d'action
3.1.10 Action(s) pour la protection de la biodiversité	Aucune action n'a été conduite, des diagnostics sont ou seront réalisés	A la suite des diagnostics, un plan d'action à été défini	La mise en œuvre du plan d'action est effective	En plus des actions réalisées, les résultats sont publiés (indicateurs de performance)	Plan d'action
3.2 Gestion des ressources et intrants					
3.2.1 Energie					
3.2.1.1 Réalisation de DPE (diagnostic de performance énergétique) pour les bâtiments concernés	Les DPE n'ont pas été réalisés	Les DPE sont en cours de réalisation	L'établissement est en conformité avec la réglementation	L'établissement a également réalisé des DPE pour les bâtiments qui ne font pas partie du périmètre d'application de la réglementation	Date de réalisation des DPE Classe moyenne du patrimoine (pas valeur de DPE)
3.2.1.2 Réalisation d'audits énergétiques de vos bâtiments	Aucun audit n'a été fait, ni aucune autre étude	Un audit énergétique a été réalisé par des étudiants mais il n'est pas suivi ou il n'a pas été réalisé sur le périmètre total	Un audit énergétique agréé par des professionnels a été effectué sur le périmètre complet	Un management énergétique découle de cet audit énergétique	Date de réalisation du premier audit rapport d'audit Périmètre de l'étude Estimation de l'indicateur: kWh EP/m2 SHON.an Estimation de l'indicateur: kWh EP/pers.an
3.2.1.3 Mise en place d'un management énergétique de l'établissement (relevés réguliers des consommations, suivi de leur évolution, installation de sous-compteurs, automatisation de la gestion, formation du personnel,...)	Aucun management énergétique n'est en place les équipements ne le permettent pas	Un management énergétique global est en place, les équipements ne permettent pas une gestion fine	Un management énergétique global est en place et les équipements de sous-comptage et la gestion technique des bâtiments (GTB) sont en cours d'installation	Le management énergétique du campus est opérationnel, le niveau des consommations a déjà diminué de ce fait.	Date de mise en place du management énergétique Niveau de réduction des consommations atteint
3.2.1.4 Mise en place d'actions pour améliorer l'efficacité énergétique du patrimoine (GTB, optimisation des équipements, renégociation du contrat d'exploitation, ...)	Aucune action n'est conduite à ce jour pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments	Des projets sont actuellement à l'étude	Oui, mais pour une partie du patrimoine seulement	Des actions en faveur de l'efficacité énergétique sont régulièrement conduites	Date de réalisation Périmètre concerné Niveau de réduction des consommations atteint
3.2.1.5 Amélioration du bâti pour lutter contre les déperditions de chaleur (doubles vitrages, isolation, toitures végétalisées...)	Aucune action n'est conduite à ce jour pour améliorer la performance du bâti	Des projets sont actuellement à l'étude	les travaux sont en cours sur certains bâtiments	Des travaux sont systématiquement réalisés	Date de réalisation Périmètre concerné Niveau de réduction des consommations atteint surface de toiture végétalisée en m2 Part des bâtiments réhabilités sous l'angle énergétique
3.2.1.6 Action(s) en faveur d'une augmentation du mix énergétique	Aucune action n'est conduite à ce jour en faveur du mix énergétique	Des projets sont actuellement à l'étude	Un contrat en faveur d'un approvisionnement en électricité verte a été passé	L'établissement a procédé à l'installation de systèmes de production d'énergies renouvelables	Date de réalisation Niveau de réduction des consommations en énergie fossile atteint Part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale surface équipée de panneaux photovoltaïques en m2 Nombre de kWh EP annuels produits
3.2.1.7 Mise en place une politique de bâti durable et intégration au cahier des charges de critères environnementaux et d'efficacité énergétique au regard des usages (certification de type Effinergie ou HQE, approche en coût global, préférence aux matériaux locaux et sains, ressources renouvelables...) ? (cf annexe F)	L'établissement respecte la réglementation en cours mais n'a pas de politique de bâti durable.	L'établissement a mis en place une politique de bâti durable et des projets sont actuellement à l'étude	Le montage d'un tel projet est en cours	De premiers bâtiments ont été livrés pour lesquels cet engagement avait été formalisé et tous les nouveaux projets intègrent un mieux-disant sanitaire et environnemental	Date de livraison des bâtiments en question Surface concernée Niveau de performance réel (ratio de consommation)

REFERENTIEL DEVELOPPEMENT DURABLE
2009 / 2010

3.2.2	Eau						
3.2.2.1	Réalisation d'un diagnostic technique des installations	Aucun audit n'a été fait, ni aucune autre étude	Un audit énergétique a été réalisé par des étudiants mais il n'est pas suivi ou il n'a pas été réalisé sur le périmètre total	Un audit énergétique agréé par des professionnels a été effectué sur le périmètre complet	Un management énergétique découle de cet audit énergétique	Estimation de l'indicateur: m3/m2 SHON.an (surface hors œuvre net) Estimation de l'indicateur: m3/pers.an	4
3.2.2.2	Réalisation d'un bilan carbone prenant en compte les émissions liées aux consommations d'eau	Aucun Bilan Carbone prenant en compte les consommations d'eau n'a été fait	Un Bilan Carbone a été réalisé par des étudiants mais il n'est pas suivi	Un Bilan Carbone est effectué chaque année par des étudiants encadrés par des professionnels	Des professionnels établissent le Bilan Carbone régulièrement	Date de réalisation du premier bilan carbone Estimation de l'indicateur: kg CO2/m2 SHON.an associé Estimation de l'indicateur: kg CO2/pers.an associé	4
3.2.2.3	Mise en place d'une gestion des consommations d'eau de l'établissement (relevés réguliers des consommations, suivi de leur évolution, installation de sous-compteurs, automatisation de la gestion, formation du personnel,...)	Aucun suivi n'est réalisé	Un suivi global est en place, mais les équipements ne permettent pas une gestion fine	Un suivi global est en place et les équipements de sous-comptage sont en cours d'installation	La gestion de l'eau sur le campus est opérationnelle, le niveau des consommations a déjà diminué de ce fait.	Date de mise en place de la gestion des consommations d'eau Niveau de réduction des consommations atteint	4
3.2.2.4	Réalisation d'actions pour réduire les consommations d'eau (installation des mousseurs, intégration de la gestion des consommations d'eau à un contrat d'exploitation avec clause de performance, récupération des eaux de pluie, ...)	Aucune action n'a été mise en place	Des projets sont actuellement à l'étude	Les actions d'économie d'eau ont été mises en place (amélioration technique des sanitaires (toilettes sèches), système fermé pour les laboratoire...)	Développement de la ressource (équipements de récupération d'eau de pluie)	Date de réalisation des actions Niveau de réduction des consommations d'eau atteint Quantité d'eau de pluie récupérée (en m3)	4
3.2.3	Achats						
3.2.3.1	Réalisation d'un inventaire des achats par famille et produits	Aucun inventaire n'a été fait	Un inventaire partiel a été fait du fait d'un manque d'informations	Un inventaire complet a été effectué.	Une politique d'achat durable a été mise en place suite à cet inventaire	Estimation de l'indicateur: €/pers.an Estimation de l'indicateur: kg CO2/pers.an	3
3.2.3.2	Intégration d'indicateurs sociaux et environnementaux dans les marchés	Aucune politique d'achats DD-RSE n'existe	Certains achats intègrent la DD-RSE selon les sensibilités des responsables achats	De nombreux achats intègrent la DD-RSE mais rien n'est formalisé	Les indicateurs sociaux et environnementaux sont intégrés de manière systématique dans les cahiers des charges. Ce critère constitue au minimum 30% de la note finale	Evaluation de la part des achats faisant appel aux entreprises du secteur de l'économie sociale et solidaire (entreprises d'insertion...) Evaluation de la part des achats exigeant un label environnemental et/ ou de développement durable (label européen, nf environnement, rainforest alliance, FSC, Energy star) et/ou une certification environnementale (ISO 14001...) Et évolution des % dans les achats globaux Taux de fournisseurs ayant mis en place une politique de développement durable	3
3.2.3.3	Mise en place d'une politique de gestion des flux d'impression	Aucun suivi n'est réalisé	Il n'y a pas de réel suivi, mais des consignes concernant bonnes pratiques ont été énoncées. Les services concernés se sont rencontrés pour collaborer sur le sujet (service reprographie, service informatique, service achats...)	Le suivi est en cours de mise en place : un pilotage a été confié à un responsable unique ayant un niveau hiérarchique suffisant pour conduire des solutions globales, un diagnostic sur les besoins et moyens d'impression a été lancé, l'impression en réseau est privilégiée, des actions de communication/formation ont été lancées, le recyclage des consommables se met en place...	Le suivi est opérationnel et les premiers résultats sont positifs : les marchés de location/achats de tous les matériels et consommables concernés convergent et intègrent des exigences environnementales, l'impression mutualisée en réseau est en place dans les services, un outil logiciel de soumission des travaux de reprographie est en place, le plan de communication est suivi, l'impression est intégrée aux problématiques de SSI, le recours à l'impression en couleur est proposé et contrôlé, le taux d'utilisation du parc et le coût total par page sont connus, les consommables sont recyclés...	Estimation de la consommation de papier (kg/an) et tendance ces 3 dernières années Evaluation de la part des achats en papier recyclé Evaluation de la part des achats de matériel informatique et bureautique labellisé Energy Star Evaluation de la part des consommables recyclés Date de réalisation du diagnostic global Part des équipements mutualisés Bilan d'exécution des marchés concernés	3
3.2.3.4	Incitations et actions mises en place pour favoriser une alimentation saine respectueuse de l'environnement et des hommes (distributeurs de boissons issus du commerce équitable, travail avec les crous/prestataire de restauration collective sur approvisionnement auprès de filières locales, bio...)	Aucune action n'a été mise en place	Des projets sont actuellement à l'étude	Les premières actions ont été réalisées	L'établissement a engagé un partenariat avec le prestataire afin d'atteindre les objectifs du plan vert (20% bio - 20% local)	Date de réalisation des actions Part des achats durables dans le budget concerné Nombre de partenariats conclus avec filières locales	3
3.3	Gestion des extrants						
3.3.1	Déchets non dangereux						
3.3.1.1	Réalisation d'un état des lieux de la production de déchets non dangereux de votre établissement	Aucun inventaire n'a été fait	Un inventaire partiel a été fait du fait d'un manque d'informations	Un inventaire complet a été effectué.	Une politique de gestion durable des déchets a été mise en place suite à cet inventaire	Estimation de l'indicateur: kg/pers.an	3
3.3.1.2	Réalisation d'un bilan carbone sur ce périmètre pour en déterminer l'impact carbone	Aucun Bilan Carbone prenant en compte les déchets n'a été fait	Un Bilan Carbone a été réalisé par des étudiants mais il n'est pas suivi	Un Bilan Carbone est effectué régulièrement par des étudiants encadrés ou des professionnels	Un bilan carbone est établi chaque année et suivi d'un plan d'action	Date de réalisation du premier bilan carbone Estimation de l'indicateur: kg CO2/m2 SHON.an associé Estimation de l'indicateur: kg CO2/pers.an associé	1 et 3
3.3.1.3	Mise en place d'un tableau de bord pour le suivi (production, collecte et traitement) des déchets non dangereux	Aucun suivi n'est réalisé	Il n'y a pas de réel suivi, celui-ci dépend de la sensibilité du responsable de site	Des consignes concernant bonnes pratiques ont été énoncées. Le suivi est en cours de mise en place	Le suivi est opérationnel et les premiers résultats sont positifs	Estimation de l'indicateur: kg/pers.an Evolution de cet indicateur	3
3.3.1.4	Mise en place d'actions pour optimiser le traitement de chacun des déchets (réutilisation, valorisation matière, valorisation biologique, valorisation énergétique, stockage) (identification des filières locales de traitement, achats des containers, intégration au cahier des charges des entreprises d'entretien des locaux, affichage des points de collecte des déchets spécifiques, consignes pour gobelets et cannettes...)	Aucune action n'a été mise en place	Des projets sont actuellement à l'étude	Les premières actions ont été réalisées : 100% des déchets sont triés	100% des déchets sont triés 75% sont valorisés	Date de réalisation des actions Part des déchets triés	3

3.3.2	Déchets dangereux (hors DEEE)						
3.3.2.1	Réalisation d'un état des lieux de la production et des installations/organisations permettant leur traitement	Aucun inventaire n'a été fait	Un inventaire partiel a été fait du fait d'un manque d'informations	Un inventaire complet a été effectué.	Une politique de gestion durable des déchets a été mise en place suite à cet inventaire	Estimation de l'indicateur: kg/pers.an	3
3.3.2.2	Mise en place d'un tableau de bord pour le suivi (production, collecte, traitement et contrats)	Aucun suivi n'est réalisé	Il n'y a pas de réel suivi, celui-ci dépend de la sensibilité du responsable de site	Des consignes concernant bonnes pratiques ont été énoncées. Un soutien pour la négociation des contrats est en place Le suivi est en cours de mise en place	Le suivi est opérationnel et les premiers résultats sont positifs	Etat des lieux, plan d'actions	3
3.3.2.3	Conduite d'actions de réduction de la production de déchets dangereux (responsabilisation des utilisateurs, refacturation, ...)	Aucune action n'a été mise en place	Des projets sont actuellement à l'étude	Les premières actions ont été réalisées	L'établissement observe une nette amélioration du traitement de ses déchets dangereux et continue à œuvrer dans ce sens	Date de réalisation des actions Evaluation de la part des déchets dangereux traités par les filières adéquates	3
3.3.3	Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques						
3.3.3.1	Réalisation d'un inventaire des équipements électriques et électroniques de l'établissement (neufs, en fin de vie, en réseau, ...) et de leur traitement en fin de vie (recyclage, réutilisation,...)	Aucun inventaire n'a été fait	Un inventaire partiel a été fait du fait d'un manque d'informations	Un inventaire complet a été effectué.	Une politique de gestion durable des déchets a été mise en place suite à cet inventaire	Date de réalisation de l'inventaire Estimation de l'indicateur: Nombre de postes informatique/pers Estimation de l'indicateur: Nombre de postes en réseaux Estimation de l'indicateur: kg DEEE/pers.an	3
3.3.3.2	Mise en place d'un tableau de bord sur entrée/sortie des DEEE du parc mobilier de l'établissement	Aucun suivi n'est réalisé	Il n'y a pas de réel suivi, celui-ci dépend de la sensibilité du responsable de site	Des consignes concernant bonnes pratiques ont été énoncées. Un soutien pour la négociation des contrats est en place Le suivi est en cours de mise en place	Le suivi est opérationnel et les premiers résultats sont positifs	Estimation de l'indicateur: kg/pers.an Evolution de cet indicateur Evaluation de la part des DEEE recyclés Evaluation de la part des DEEE réutilisés (dons aux associations, dons pour actions humanitaires, ...)	3
3.4	Gestion de la qualité de l'environnement						
3.4.1	Mobilité						
3.4.1.1	Réalisation d'un Bilan Carbone sur ce périmètre pour en évaluer l'impact carbone	Aucun Bilan Carbone n'a été fait, ni aucune autre mesure	Un Bilan Carbone a été réalisé par des étudiants mais il n'est pas suivi	Un Bilan Carbone est effectué régulièrement par des étudiants encadrés ou des professionnels	Un Bilan Carbone est établi chaque année et plan d'actions est mis en œuvre	Date de réalisation Suites données Estimation de l'indicateur: kg CO2/pers.an Estimation de l'indicateur: kg CO2/km effectué.an	1 et 2
3.4.1.2	Réalisation d'un Plan de Déplacement Campus	Aucun PDC ni aucune autre étude de ce type n'a été réalisée	Un PDC a été réalisé mais il n'est pas suivi ou ne concerne pas le périmètre total du campus	Le PDC de l'établissement a été réalisé est agréé par des professionnels	Des objectifs et des budgets ont été débloqués suite à celui-ci	Date de réalisation Part modale des déplacements Suites données Plan d'actions défini Budget consacré	2 et 3
3.4.1.3	Situation du parc automobile de l'université	Aucun inventaire n'a été fait	Un inventaire partiel a été fait du fait d'un manque d'informations	Un inventaire complet a été effectué.	Cet inventaire s'intègre au PDC réalisé.	Date de réalisation Part de véhicules en bon état (-5ans) au sein du parc automobile de l'établissement Part de véhicules propres (électriques ou doux (velos)) dont dispose l'établissement Importance des circulations douces sur le campus	2 et 3
3.4.1.4	Action(s) pour favoriser la réduction des déplacements professionnels (télétravail, installation de NTICs permettant le travail/réunions à distance, organisation rationnelle des déplacements/réunions des personnels...)	Aucune action n'a été mise en place	Des projets sont actuellement à l'étude	Des équipements permettant de limiter les besoins en déplacement doivent être installés et des consignes ont été données	L'établissement observe une nette réduction de ces déplacements	Date de réalisation des actions Indicateur: kg CO2/pers associé Taux de réduction des déplacements professionnels	2 et 3
3.4.1.5	Conduite d'actions de réduction de l'utilisation des véhicules individuels motorisés (concertation avec collectivités territoriales pour optimiser la desserte en transports en commun, covoiturage, parking à vélos sécurisé, parc de vélos, limitation des places de parking,...)	Aucune action n'a été mise en place	Des projets sont actuellement à l'étude	Les premières actions sont menées	L'établissement observe une nette réduction de ces déplacements	Date de mise en place des différentes actions Moyens mobilisés Part des abonnés aux transports collectifs Part d'utilisation des transports doux par les usagers Nombre d'inscrits au service de covoiturage	2 et 3
3.4.2	Protection de la biodiversité						
3.4.2.1	Réalisation d'un diagnostic des pratiques pour entretien des espaces verts (plantation, entretien, arrosage,...)	Aucun diagnostic n'a été réalisé	La réalisation d'une telle étude est inscrite dans les objectifs de l'année	Le diagnostic est en cours ou finalisé sans qu'aucun suivi ne soit mis en place.	Le diagnostic est établi, les préconisations sont suivies (mise en œuvre et indicateurs de performance)	Date de réalisation Part de la surface des espaces verts couverte par une mesure de protection Suites données	4
3.4.2.2	Conduite d'un inventaire de la biodiversité en présence sur l'établissement	Aucun inventaire n'a été réalisé	La réalisation d'une telle étude est inscrite dans les objectifs de l'année	L'inventaire est en cours ou finalisé sans qu'aucun suivi ne soit mis en place.	L'inventaire est terminé et mis à jour régulièrement	Date de réalisation Surface des espaces identifiés à enjeu Suites données	4
3.4.2.3	Mise en place d'une gestion écologique des espaces verts (création d'espaces verts, de prairies, utilisation d'essences/espèces locales, entretien avec méthodes douces, compostage des déchets verts, suivi de la biodiversité, suivi des espèces indicatrices de la qualité du milieu, mise en place d'indicateurs de suivi, existence d'objectifs chiffrés de maîtrise de la surface bâtie...)	Aucune gestion responsable des espaces verts n'existe à ce jour	Des pratiques isolées existent selon les sensibilités des gestionnaires	Une gestion responsable existe mais rien n'est formalisé ni suivi	La politique de l'établissement à ce sujet est formalisée, un cahier des charges est imposé et sa mise en œuvre est suivie (indicateurs, audits)	Evaluation de la part des espaces verts sur votre surface foncière Estimation de l'indicateur " quantité d'engrais utilisée": kg/m2.an Estimation de l'indicateur " quantité de pesticides utilisée": l/m2.an	4

Enseignement et formation						Défi(s)
Désignation	niveau de réponse				Indicateurs / Arguments Pièces à rassembler	
	Niv 1	Niv 2	Niv 3	Niv 4		
4.1 Création d'un pôle de formations spécialisées (en apprentissage, initiales et continues) ou d'une école doctorale sur les questions du développement durable	Aucune formation spécialisée	Ouverture prochaine de formations spécialisées	Quelques formations dans une discipline (sciences, droit, lettres)	Pôle de formations transdisciplinaire et création d'une école doctorale dédiée	Nombre de formations consacré au développement durable	8.1
4.2 Adaptation des enseignements des cursus traditionnels pour intégration des problématiques du développement durable à l'ensemble des formations et intégration du développement durable au programme des doctoriales (cf annexe D)	La DD-RSE est n'est pas enseignée ou l'est de manière non régulière sous forme de conférences par exemple	Des cours de sensibilisation à la DD-RSE sont proposés de manière optionnelle (modules, majeures, masters)	Des cours optionnels dédiés à la mise en œuvre de la DD-RSE dans les métiers ciblés sont proposés en plus de ceux de sensibilisation au développement durable	La DD-RSE est enseignée dans toutes les disciplines dans lesquelles il est pertinent de l'aborder. Des cours/stages optionnels de sensibilisation au développement durable sont également proposés.	Part des enseignements consacrés au développement durable (en h)	8.1
4.3 Apprentissage à la mise en application des enseignements (stages ou projets d'étude)	Peu d'importance est accordée à l'intégration d'une dimension de DD-RSE lors des stages, des projets d'études, des mémoires,...	la DD-RSE est prise en compte par l'étudiant à titre indicatif (dans son rapport de stage)	Le cahier des charges concernant les rapports indique que l'étudiant doit y faire figurer une annexe analysant et critiquant à son niveau l'intégration du développement durable	L'établissement oriente et valorise volontairement les stages, missions, devoirs qui intègrent une part de développement durable	Part des stages et projets à caractère DD-RSE par rapport à l'ensemble (%)	8.1
4.4 Accompagnement des initiatives étudiantes (en et hors formation) dans la réalisation de projets DD-RSE	Aucun accompagnant spécifique à la DD-RSE n'est proposé	Certains acteurs isolés et non répertoriés (enseignants...) accompagnent volontairement les étudiants engagés	La Direction supporte directement (nature, numéraire, conseils) les étudiants et associations étudiantes engagés dans des actions de DD-RSE	En plus d'un soutien de la Direction, un personnel qualifié oriente et accompagne les initiatives et projets étudiants	Moyens humains et logistiques mobilisés (en €)	8.1
4.5 Incitation et soutien aux enseignants pour favoriser l'intégration du développement durable et la transversalité des enseignements	Aucune formation sur la DD-RSE n'est proposée en interne	Des formations sont proposées, sans mise à disposition d'outils pédagogiques.	Des formations sont proposées, et un programme formalisé d'élaboration d'outils et de transversalité est en place	Mutualisation des enseignements et outils pédagogiques avec partenaires universitaires	Moyens humains et logistiques mobilisés (en €)	8.1
4.6 Ouverture à l'international, et notamment vers les pays en voie de développement, concernant les étudiants et les formations dans un objectif de co-développement (co-diplomation, convention universitaire, formation interuniversitaire, télédiffusion des cours, mise en place de mécanismes d'échange, soutien aux initiatives écocitoyennes étudiantes ...)	L'établissement ne possède pas de rapports privilégiés avec des établissements étrangers mais reçoit un certain nombre d'étudiants étrangers	Le campus cultive des relations étroites avec des universités étrangères	L'établissement incite ses étudiants et professeurs à partir à l'étranger et facilite leur expatriation par une offre de services pertinente	L'établissement a mis en place de nombreux mécanismes permettant son ouverture à l'international et notamment vers les pays du sud (télédiffusion des cours, diplômes inter-universitaires...). Processus d'éducation partagée	programme international d'accompagnement au co-développement (diffusion de la société de la connaissance)	7 et 8.1
4.7 Intégration du DD-RSE dans la formation continue (cf annexe G)	Aucune offre portant sur la DD-RSE n'est proposée	Des programmes dédiés à la DD-RSE sont en projet ou en cours de conception pédagogique	Via une offre cohérente de plusieurs formations professionnalisantes sur l'intégration de la DD-RSE dans les différentes missions	Outre l'offre et les manifestations spécialisées organisées, la DD-RSE est intégrée au cahier des charges de toutes les formations proposées	Part des formations dédiées au DD-DD-RSE Part des stagiaires ayant suivi ces formations	8.1

Activités de recherche					
Désignation	niveau de réponse				Indicateurs / Arguments Pièces à rassembler
	Niv 1	Niv 2	Niv 3	Niv 4	
5.1 Développement de projets de recherche sur les thèmes relatifs au développement durable	Aucun projet de recherche sur les enjeux de la DD-RSE n'a été développé	Des projets de recherche en rapport avec la DD-RSE existent mais ne portent pas spécifiquement sur la DD-RSE	Quelques projets de recherche sont dédiés à la DD-RSE, du fait de la motivation des chercheurs	La stratégie de l'établissement formalise la recherche sur ces sujets et valorise les publications	Evaluation de la part des projets de recherche dédiés au développement durable Evaluation de la part des budgets de recherche dédiés à la recherche en matière de développement durable Nombre de publications Représentativité lors des congrès spécialisés
5.2 Incitation pour une transversalité des projets ou des programmes de recherche sur le développement durable au sein de l'établissement	Non, pas à ce jour	Quelques chercheurs développent par eux-mêmes des projets de recherches transversaux; actions isolées	La politique de l'établissement favorise la transversalité de la recherche en rapprochant les acteurs autour de projets sur problématique de l'établissement	De nombreux projets de recherche transversaux existent, du fait de l'organisation de brainstorming (conférence ou groupes de travail) transdisciplinaire en interne	Nombre de programmes concernés Budgets consacrés
5.3 Développement de partenariats extérieurs et internationaux sur les projets de recherche sur le développement durable	Aucun partenariat extérieur en matière de DD-RSE n'a été établi	Des projets de partenariat sont en cours sur la DD-RSE avec des centres de recherche extérieurs et étrangers	Quelques programmes de recherche DD-RSE multipartenaires sont en cours du fait de la motivation des chercheurs	La stratégie de l'établissement formalise la recherche transdisciplinaire, multipartenaire et internationale sur le DD-RSE; plusieurs programmes existent.	Nombre de partenariats conclus Part des programmes transversaux multi-acteurs
5.4 Mise en place des structures de veille spécifiques à la DD-RSE	Aucune structure de recherche dédiée DD-RSE n'existe	Certaines activités existent à l'initiative de certains chercheurs	La recherche est structurée (ex. existence d'une chaire)	la recherche est structurée, diversifiée et engage de nombreux chercheurs dans des programmes transversaux	Instituts, comités, chaires de recherche en DD-RSE
5.5 Valorisation des programmes de recherche sur le développement durable	Aucune démarche de valorisation n'existe	Organisation de manifestations de communication/vulgarisation autour des programmes de recherche de l'établissement	Mise en place d'incitations dédiées: bourses de thèses, enveloppe financière pour rémunération des stagiaires, soutien pour la recherche de financements ou de partenaires	Outre les incitations mise en place, valorisation des résultats par leur mise en œuvre et communication en appui (ex mise en place d'équipements innovants issus de la recherche interne, mise en place de procédures et d'outils, ...)	Moyens mobilisés Résultats valorisés Revue de presse sur innovations de l'établissement